



Strasbourg, le 12 novembre 2014

Déclaration liminaire au CTL de la DRFiP 67 du 12 novembre 2014

Monsieur le Président,

Le CTL que vous réunissez aujourd'hui aura, une fois n'est pas coutume, un seul point à l'ordre du jour.

Cela mérite d'être souligné.

Nous n'avons malheureusement pas la naïveté de croire qu'il s'agit de votre part d'une volonté d'accéder à une demande mainte fois réitérée par les élus des personnels pour que les ordres du jour des CTL soient enfin moins chargés.

Nous ne nous en réjouissons donc pas.

Il s'agit aujourd'hui d'examiner le nouvel avatar d'un projet bien plus vaste de déconstruction du service public et du service rendu à l'utilisateur.

Nous aurons évidemment droit à la rengaine mainte fois jouée de la concertation avec le réseau et les agents mais qui fait long feu depuis un moment et ne dupe plus personne.

Il n'est pourtant pas si loin le temps où l'on nous assénait du service public élargi avec des ouvertures tous les jours, y compris entre midi et deux, avec des plages élargies en soirée à certaines périodes voire même le samedi matin.

Et aujourd'hui ?

Aujourd'hui, c'est la grande braderie : on ferme, Messieurs Dames.

Bientôt ce sera : circulez, il n'y a rien à voir.

Monsieur le Président, vous sciez la branche sur laquelle nous sommes tous assis.

C'est vous qui êtes responsable. C'est pour ça que vous êtes à l'endroit exact de la hiérarchie où vous avez été placé.

Votre proposition n'est pas acceptable parce que c'est : moins de moyens, moins de service public, moins d'Etat dans le territoire et moins de fonctionnaires pour assurer un service de qualité.

Pour la CGT Finances Publiques ce sera donc NON à ce projet délétère qui n'a pour seul enrobage qu'un petit peu plus de confort momentané pour nos collègues, juste avant que vous leur annonciez le prochain wagon de suppression d'emplois et de fermetures de postes.

Les élus de la CGT Finances Publiques de la DRFiP 67